



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Havre
Équipe territoriale

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 25 SEP. 2024 relatif à l'exploitation d'un site de regroupement et de broyage de matières plastiques situé 230 rue Jean Paumier à EPREVILLE (76400) et exploité par la société LR PLAST

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;
- Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), n° 2712 (moyens de transport hors d'usage), n° 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), n° 2790 (traitement de déchets dangereux) ou n° 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-050 du 20 septembre 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;

- Vu la demande du 22 janvier 2024 présentée par la société LR PLAST, dont le siège social est situé 1 rue Claude Monet au HAVRE (76600), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de regroupement et de broyage de matières plastiques située 230 rue Jean Paumier à EPREVILLE (76400), et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 du code de l'environnement ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 26 octobre 2023 exemptant le projet à évaluation environnementale ;
- Vu la décision n°E230000024/76 du 16 avril 2024 du tribunal administratif de Rouen portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 avril 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 13 mai 2024 au 29 mai 2024 inclus sur le territoire des communes de EPREVILLE, FROBERVILLE, TOURVILLE-LES-IFS, FÉCAMP, MANIQUERVILLE et SAINT-LÉONARD ;
- Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 18 septembre 2024 de l'inspection des installations classées ;
- Vu le projet d'arrêté porté le 18 septembre 2024 à la connaissance du demandeur ;
- Vu l'absence d'observation par le pétitionnaire par courriel en date du 23 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT :

que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet, des services déconcentrés et établissements publics de l'État, et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Seine-Maritime

ARRÊTE

SOMMAIRE

1	Portée de l'autorisation et conditions générales.....	4
1.1	Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	4
1.1.1	Exploitant titulaire de l'autorisation.....	4
1.1.2	Localisation et surface occupée par les installations.....	4
1.1.3	Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	4
1.2	Nature des installations.....	4
1.3	Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	4
1.4	Cessation d'activité et remise en état.....	4
1.5	Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	5
1.6	Consignes.....	5
1.7	Rapport d'incident ou d'accident.....	6
2	Protection de la qualité de l'air.....	6
2.1.1	Odeur.....	6
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	6
3.1	Prélèvements et consommations d'eau.....	6
3.2	Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	6
3.2.1	Points de rejet.....	6
3.3	Les eaux pluviales.....	6
3.3.1	Rejets des eaux pluviales.....	6
3.3.2	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales.....	7
3.4	Surveillance des rejets.....	7
3.4.1	Contrôle des rejets.....	7
4	Protection du cadre de vie.....	7
4.1	Limitation des niveaux de bruit.....	7
4.1.1	Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	7
	PÉRIODE DE JOUR.....	7
	PÉRIODE DE NUIT.....	7
4.1.2	Mesures périodiques des niveaux sonores.....	8
5	Prévention des risques technologiques.....	8
5.1	Conception des installations.....	8
5.1.1	Dispositions générales.....	8
5.1.2	Installations électriques.....	8
5.1.3	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	9
5.2	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	9
5.2.1	Moyens de lutte contre l'incendie.....	9
5.2.2	Organisation.....	9
6	Prévention et gestion des déchets.....	9
6.1	Prévention et gestion des déchets réceptionnés.....	9
7	Dispositions finales.....	9
7.1	Frais.....	9
7.2	Caducité.....	9
7.3	Délais et voies de recours.....	10
7.4	Information des tiers.....	10
7.5	Exécution - Ampliation.....	11

1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société LR PLAST, (SIRET 807 517 000 26), dont le siège social est situé 1 rue Claude Monet au HAVRE (76600), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Epreville au 230 rue Jean Paumier (coordonnées Lambert 93 X=509791 m et Y=6960880 m), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelle suivantes :

Commune	Parcelle	Surface
Epreville	ZA 57	13 688 m ²

1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées dans le présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime
2791.1	Installations de traitement de déchets non dangereux	Quantité de déchets de plastique traités : 20 tonnes/jour	Autorisation
2714.1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles et bois	Volume de plastique susceptible d'être présent dans l'installation : 1800 m ³	Enregistrement

Elles relèvent également de la rubrique loi sur l'eau suivante :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (autorisation); 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (déclaration).	Déclaration

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

1.4 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

1.5 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant cinq années au minimum.

Ce dossier doit être tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.6 Consignes

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant doit établir des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations doivent préciser :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit établir par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au chapitre 3.2 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours... ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

1.7 Rapport d'incident ou d'accident

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du code de l'environnement doivent être transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

L'exploitant doit adopter les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement,...) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site doivent être couverts d'une bâche ou d'un filet ;
- toutes dispositions doivent être prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.

Pour limiter les envols, les opérations de broyage, générant des poussières, doivent être effectuées à l'intérieur du bâtiment de production. Les poussières issues des cyclones des broyeurs sont récupérées dans des contenants étanches (big-bags fermés, par exemple).

2.1.1 Odeur

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

L'eau utilisée pour les besoins de l'activité provient du réseau public d'adduction d'eau potable. Cette arrivée d'eau doit être équipée d'un disconnecteur pour éviter tout risque de retour de pollution dans le réseau public.

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant doit être en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux usées domestiques ;
- les eaux pluviales (de toiture et de ruissellement des voiries).

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur
Pt N°1	X= 509574,04 m Y=6960815,04 m	Eaux pluviales	Milieu naturel	Bassin d'infiltration

3.3 Les eaux pluviales

3.3.1 Rejets des eaux pluviales

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées doivent être traitées par un piège à résidus de plastique et un séparateur d'hydrocarbures avant rejet vers le bassin d'infiltration. Le séparateur doit être équipé d'un obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site.

Le bon fonctionnement du séparateur d'hydrocarbures et de l'obturateur doit faire l'objet d'une vérification au moins annuelle. Les fiches de suivi du nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les macro-déchets présents dans le bassin doivent être ramassés dès que nécessaire.

Le volume du bassin d'infiltration doit être en mesure de gérer un évènement pluvial d'occurrence centennale avec un temps de vidange du bassin inférieur à 48 heures. Une étude de dimensionnement des ouvrages de gestion pluviale doit être communiqué au service chargé de la police de l'eau et à la DDTM avant démarrage des travaux. L'étude devra fournir le coefficient de perméabilité du sol et garantir que le fond du bassin se situe à au moins un mètre au-dessus du toit de la nappe.

3.3.2 Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Les eaux pluviales doivent respecter les valeurs limites en concentration (avant rejet au milieu considéré) ci-dessous au point de rejet n°1 :

- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C ;

Paramètres	Concentrations
Matières en suspension	35 mg/l
Hydrocarbures	10 mg/l
Teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO)	125 mg/l
Teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5)	30 mg/l

3.4 Surveillance des rejets

3.4.1 Contrôle des rejets

Une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 3.3 doit être effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Ces mesures doivent être effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant doit effectuer également une mesure en continu de ce débit.

Les résultats des mesures doivent être tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ils doivent être accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

4 PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 Limitation des niveaux de bruit

4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

4.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée tous les 5 ans. Ces mesures doivent être effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores doit être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les résultats des mesures réalisées doivent être transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

5 **PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

5.1 **Conception des installations**

5.1.1 Dispositions générales

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Le site doit être clôturé et fermé en dehors des horaires d'ouverture. Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante, d'une hauteur minimale de 2 m et de portails adaptés.

L'exploitant doit désigner une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, doivent recevoir une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de secours mis en place sur le site.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant doit assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité doivent être indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

5.1.2 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique doit être effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant doit conserver une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

5.1.3 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Les voies utilisables par les engins de secours doivent être libres en permanence de tout obstacle.

5.2 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

5.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation notamment au titre de la rubrique n° 2791 et complétés et précisés comme ci-après :

- l'arrière des façades sud des bâtiments de production et de stockage doit être accessible par un chemin stabilisé d'une largeur de 1,40 mètre de large ;
- un plan du bâtiment avec une description des dangers doit être affiché à proximité des portes d'accès au bâtiment de production ;
- les poteaux incendie n° 108P et n° 115P doivent être capables de fournir un débit total d'au moins 210 m³/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar, lorsqu'ils fonctionnent simultanément ;
- un état des stocks présents dans l'exploitation avec une mise à jour au minimum hebdomadaire doit être tenu à la disposition des secours.

Les moyens de lutte contre l'incendie doivent être maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils doivent faire l'objet d'une vérification annuelle. Les rapports de vérification doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un plan des moyens de lutte doit être tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

5.2.2 Organisation

L'exploitant doit mettre à disposition des sapeurs-pompiers un plan d'intervention de type FIRE (Fiche d'Intervention Rapide en Entreprise) afin de faciliter l'engagement des secours. Les modalités quant à sa conception sont à récupérer auprès du service Risques industriels du SDIS de la Seine-Maritime.

6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

6.1 Prévention et gestion des déchets réceptionnés

La durée d'entreposage des déchets réceptionnés sur le site ne peut pas excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés.

7 DISPOSITIONS FINALES

7.1 Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

7.2 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

7.3 Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

7.4 Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'EPREVILLE, et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'EPREVILLE pendant une durée minimum d'un mois. Le maire d'EPREVILLE fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
- 3° Une copie dudit arrêté est également adressée à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement, et indiqués ci-après : FROBERVILLE, TOURVILLE-LES-IFS, FÉCAMP, MANIQUERVILLE et SAINT-LÉONARD ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

7.5 Exécution - Ampliation

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de l'arrondissement du HAVRE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire d'EPREVILLE, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le

25 SEP. 2024

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Hélène HESS